

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 77 - VENDREDI 3 SEPTEMBRE 2010

LE MERLE MOQUEUR

- Dis donc, t'as beaucoup maigri pendant ces vacances! C'est quoi ton régime?
- La pauvreté.

AGENDA MILITANT

→ 4 septembre

France [face à la xénophobie et à la politique du pilori : liberté, égalité, fraternité](#)

→ 7 septembre

France [Retraites: rien n'est joué ! Imposons nos revendications !](#)

→ 8 septembre

Quimper [Pour une régie publique de l'eau](#)

→ 10-12 septembre

Fête de l'Humanité [Stand de la FASE](#)

→ 13 septembre

Mulhouse [Solidarité militants BDS](#)

→ 24 septembre

Tours [Halte à la censure ! relaxe des 4 de Tours](#)

→ 24 septembre

Grasse/Aix-en-Provence [Justice pour Hakim Ajimi](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ Universités d'été - interventions

- S. Larue, [Construire une culture commune](#)
- R. Martelli, [Deux rapports au monde, un métissage](#)
- P. Zarka, [Quelle organisation mais pour quelle révolution](#)

→ Documents

- [Altercommunistes](#)
- [EmancipationS contre ségrégationS](#)

→ A lire

- [Les Roms, une nation en devenir ?](#)
- [Colonisations, migrations, racisme](#)

De quoi la « question sociale » est-elle le masque ?

Quelle est-elle, cette « question sociale » dont les commentateurs nous annoncent périodiquement le retour ? Les libéraux, notamment, l'assimilent aux résistances toujours archaïques des salariés bêtement réticents au changement. Nous les contredisons : bien sûr qu'il faut des luttes de résistance contre ces changements qu'ils veulent imposer !

D'autres, humanistes à la petite semaine, psychologisent les manifestants et les citoyens qui, en large part, les soutiennent -, en soulignant le malaise généralisé - « profond », « durable », toujours redécouvert... avant d'être oublié - dans notre société. Nous affirmons : bien sûr que cette société est celle du mal être généralisé : elle est sans horizon et fait porter aux individus le poids d'un asservissement insupportable !

D'autres encore, dont particulièrement les grands médias, parlent de « grogne » des fonctionnaires-nantis, synonyme de corporatismes nécessairement nuisibles. Nous disons : bien sûr qu'il faut grogner et, pourquoi pas, mordre aussi ! Le chantage à la modernité, la négation du social, mais aussi le mépris des identités professionnelles, sont quelques-uns des creusets de l'appel à la servilité au travail. La « question sociale » est bien autre chose.

Face à la fuite en avant du libéralisme sécuritaire, l'exigence d'égalité est pour nous l'autre nom - beaucoup moins neutre, bien plus net - de la question sociale.

Le 4 et le 7, pour commencer, bonnes manifs à tous !

● GILLES ALFONSI

Les Communistes unitaires, Cerises
et la Fédération pour une alternative
sociale et écologique

à la **Fête de l'Humanité**
10, 11 et 12 septembre - Avenue Lucien Sampaix

Trois jours de rencontres, de débats,
de concerts... et de restauration.

VIVE LES MANIFS

Manifestations pour les libertés des Roms, les écoles, les retraites. Patrick Braouezec, Député de la Seine-Saint-Denis, Alain Desmaret, Premier vice-président du Val-de-Marne en charge de l'éducation et des collèges, et Michel Rousseau, coordinateur des marches européennes contre le chômage, seront dans la rue, ils nous expliquent pourquoi. Propos recueillis par Catherine Tricot

Samedi, les Roms

J'amaï depuis 60 ans, nous n'avons assisté à un tel discours sécuritaire et raciste. Il faut bien mesurer le palier franchit. Nicolas Sarkozy dessine la stratégie idéologique qui sera le fil rouge probable de sa campagne présidentielle. Dans ce contexte, je n'imagine pas qu'elle n'est pas cohérente, articulée à une visée plus globale, celle qui conduirait à une reconfiguration des alliances à droite, avec un rapprochement du Front national. Nicolas Sarkozy veut déplacer les débats et les focaliser sur la question sécuritaire, la recherche de bouc émissaire, opposer les populations entre elles afin de se dédouaner sur tous les autres sujets politique, emploi, logement, inégalité sociale en général. Nicolas Sarkozy est en train de créer la division primaire qui lui permettrait de scotcher les électeurs de droite dans son camps, leur interdire de vagabonder. Il le fait de façon brutale suscitant des remous dans son camps et quelques étrangement, le plus souvent sans bruit. Mais ce qui me frappe, c'est globalement que cela passe. Il n'y a pas eu de rupture majeure ni au gouvernement ni dans sa majorité. Dans la gauche politique, les réactions ont été trop a minima. Comme si nous intégrions

d'ores et déjà un déficit de convictions sur ces sujets de sécurité, d'immigration et plus globalement de conception de la République et du lien. La gauche a-t-elle totalement mesuré le piège qui se prépare?

Il est dans son devoir de s'opposer à ces politiques. En premier lieu pour les populations qui sont en ligne de mire. Quelques villes – Saint Denis, Saint Ouen, Aubervilliers, d'autres – montrent que cette opposition n'est pas que de principe mais qu'elle s'accompagne d'actes concrets pour construire avec les Roms les conditions d'un logement digne, d'une scolarisation et d'une vie ici.

Plus largement la gauche doit s'engager à suspendre cette clause qui recule à 2013 la pleine citoyenneté aux Roumains, aux Roms. 9 pays européens l'ont fait. Nous pouvons le faire. Nul ne peut croire que 15 000 Roms compromettent l'équilibre déjà chancelant du marché de l'emploi! Qu'il s'agit d'une invasion de voleurs!

Je ne développerai pas davantage sur le projet fumeux de déchéance de la nationalité qui constituerait un recul insupportable alors que notre société est définitivement une société diverse qui tire son dynamisme, sa créativité de cette diver-

sité. Nous devons refuser de nous abîmer, de nous annihiler dans un racisme ordinaire qui nous ferait entendre sans bondir des statistiques dans lesquelles les Roms, pourquoi pas les Algériens, les Polonais et les marocains (et leur descendants) sont identifiés parmi les délinquants.

La gauche doit s'y opposer avec constance pour des raisons politiques. Trouver un bouc émissaire permet de se détourner des véritables causes des problèmes. Avec le racisme prospère la bêtise, l'injustice et les inégalités. Il ne faut pas croire que nous serions par nature à l'écart de ce qui advient dans d'autres pays européens. Le FN a le vent en poupe. Le pouvoir valide son discours. Les ingrédients se réunissent pour son ascension et au final pour son intégration. On annonce qu'aujourd'hui Brice Hortefeux convoite la mairie de Vichy. Qui peut penser qu'il n'y a pas là un message politique navrant: il serait temps de lâcher les digues érigées depuis l'après guerre contre les héritiers du pétainisme. En Italie, malgré une gauche historiquement forte cette stratégie berlusconienne a fonctionné. Nous en sommes menacés.

● **PATRICK BAOUZEC**

Lundi, l'école

Le mouvement des personnels enseignants me paraît particulièrement justifié. Cela fait des années que les effectifs sont réduits, les crédits rabotés. Mais là on franchit un pallier et on touche le cœur du système. Il en est ainsi avec la remise en cause de l'accueil à la maternelle dès l'âge de 2 ans et souvent à 3 ans. Quand on sait le poids déterminant de cette période pour la réussite scolaire, on mesure le recul. A force de rogner sur tout, il est certain qu'il va y avoir de sérieux problèmes de remplacements des professeurs absents, tandis que les jeunes profs vont faire leur début de carrière sans aucune formation pédagogique. Les travaux en petits groupes d'élèves et la disponibilité des enseignants sont mis à mal. Concrètement, les principes républicains de réussite de tous les élèves sont attaqués. Et bien sûr ce sont les plus en difficulté qui en pâtiront le plus.

Il ne faut donc pas comprendre l'économie de la connaissance, promue à Lisbonne en 2000 et aujourd'hui mise en avant par Sarkozy, comme une société de l'élévation générale des connaissances et donc de

la réussite de tous. Dans une perspective libérale de concurrence généralisée on a besoin de leaders et de cadres dont la formation sera assurée par des établissements bien dotés. Il faut une classe travailleuse bien formée mais il faut aussi une masse de travailleurs volants, précaires qu'il est inutile - voire dangereux - de trop former. L'objectif n'est pas qualitatif mais d'adapter la formation des jeunes aux objectifs de l'économie et d'émancipation. On a glissé petit à petit d'un objectif d'éducation citoyenne à la course aux diplômes pour trouver une place sur le marché du travail.

Les enfants des familles populaires sont certes intégrés au système scolaire. Mais ils sont conduits vers l'échec. Dans le même temps, la crise a déstructuré profondément les familles qui n'ont plus toujours les moyens d'accompagner leurs enfants. Sarkozy s'y engouffre en substituant l'objectif d'égalité de tous à celui de la liberté de choisir son établissement. Cette situation provoque un grand abattement des enseignants d'autant que nous avons vécu

sur une illusion : la gauche portait un modèle d'école qui ne correspondait pas, en réalité, à l'époque de la massification.

Le concept d'égalité des chances fonctionne en trompe l'œil. Sarkozy a appuyé sur cette faiblesse. Sans doute que le ras-le-bol général sur les libertés, les retraites va aider une remobilisation des enseignants mais il nous reste à faire naître une autre conception qui ne soit plus une école pensée depuis la petite bourgeoisie. Il ne suffit pas d'ouvrir l'école aux plus défavorisés pour que cela fonctionne. S'il y a aujourd'hui un problème de ségrégation due aux inégalités sociales et territoriales, l'école doit prendre des dispositions qu'elle n'a pas prises. Je pense en particulier aux efforts pour remettre les parents en situation de partenaires de l'éducation des enfants. C'est en tout cas ce que nous nous efforçons de faire dans notre département. Avec des avancées intéressantes. Mais cela ne résout pas tout. Il faut un projet plus global qui reste à élaborer et expérimenter.

● ALAIN DESMARET

Mardi, les retraites

Pour les organisations de lutte contre le chômage françaises et européennes, cette mobilisation en faveur de la défense des retraites est centrale. Depuis 2000 et la stratégie de Lisbonne, l'UE a tout fait pour casser les retraites par répartition. Partout ces remises en cause ont suscité de très fortes mobilisations, souvent sans précédent, mais partout ces mouvements ont été battus. L'offensive est coordonnée à l'échelle européenne mais les réponses ont été, elles, nationales. La CES n'a pas joué son rôle de coordination des luttes syndicales à l'échelle du continent.

Mais nous sommes peut-être en train de connaître un tournant de ce point de vue avec la montée des luttes et de leur coordination à l'échelle européenne. Du fait de la crise qui touche le monde et tous les pays européens, les gouvernements veulent parachever leurs objectifs de destruction des acquis sociaux en donnant un coup de massue sur les retraites, cet acquis social central. Ce qui va se passer en France aura un impact au-delà de nos frontières. Tous les mouvements s'épaulent en ce moment. Le 29 septembre aura lieu une manifestation européenne à Bruxelles : le même jour, grève

générale en Espagne et en Grèce et grève en Belgique, des manifestations au Portugal, en Italie, en Lettonie, en Pologne..... Cette conjonction de luttes est une première en Europe !

Pour s'opposer au projet Sarkozy-Woerth il faudra la mobilisation de toute la société et non des seuls salarié(e)s. C'est l'enjeu, le défi qui est devant nous. Pour démanteler les retraites Nicolas Sarkozy fait une attaque très précise : celle de l'âge de départ et du nombre d'années de cotisation. Cela donne le sentiment qu'il s'agit d'une question qui concerne seulement les salariés ●●●

●●● qui ont une carrière relativement continue et stable, au premier rang desquels, les fonctionnaires. Il n'en est rien. Les conséquences vont affecter l'ensemble des futurs retraité(e)s. Les paysans, les chômeurs, les allocataires des minima sociaux... Pour prendre un exemple: ceux qui perçoivent le RSA ne cotisent pas à la retraite pendant cette période. Souvent ces personnes espèrent sortir des minima sociaux à l'âge de la retraite: cela ne sera plus le cas. Ils resteront aux minima sociaux et donc finiront la vie dans la pauvreté. Même chose pour les allocataires de l'ASS (Allocation de solidarité spécifique) et de l'ARE (Allocation d'aide au retour à l'emploi) dont les indemnités ne sont pas prises en compte dans le calcul de leur retraite.

Les salariés ne sont donc pas les seuls visés. Faire entrer toutes les catégories dans la lutte contre cette réforme est vraiment essentielle. Les syndicats ont su construire une unité pour l'instant sans faille si l'on excepte FO. Leur unité va permettre de rassembler énormément de monde mardi prochain. A Paris, par exemple, il y aura sans doute deux cortèges pour absorber la foule des manifestants. Mais il faut aussi souligner le rôle du collectif initié par Attac et Copernic (<http://exigences-citoyennes-retraites.net/>) qui permet un élargissement de la

net/) qui permet un élargissement de la mobilisation en organisant des centaines de meetings unitaires, au-delà du monde salarié. Cette conjonction des mobilisations est la condition de la victoire face à Sarkozy qui annonce qu'il va passer en force. Elle est aussi décisive pour peser sur les projets des uns et des autres: elle pousse l'unité syndicale; elle donne des indications sur ce que nous attendons des forces politiques qui prétendent à l'exercice du pouvoir en 2012.

Cette victoire reste possible sur le fond. Bien sûr qu'un succès sur la pénibilité sera bon à prendre mais l'objectif central c'est la retraite à 60 ans à taux plein quel que soit le nombre d'années de cotisation. Pas un an de plus, par un euro de moins !

Tout va aller très vite. L'examen du texte commence dès ce mardi à l'Assemblée nationale. Il faut donc construire un rapport de force élevé. Dès mercredi l'enjeu sera celui des suites données au mouvement: consolidation de l'unité ; élargissement de la mobilisation à toutes les couches sociales; formes de mobilisation ad hoc. La question d'un mouvement de grève reconductible sera à l'ordre du jour si Sarkozy et son gouvernement ne retirent pas leur projet.

● MICHEL ROUSSEAU

Dans ce numéro, inscrivez-vous pour recevoir régulièrement *Cerises*, être informé-e et participer aux activités des Communistes unitaires, contribuer financièrement (avec réduction fiscale)... (voir pages 5, 7 et 8)

COCKTAIL

Débat à la Fête de l'Huma, organisé par l'ACU au stand de la FASE. « *Face à la crise de la démocratie actuelle, comment inventer les nouvelles formes politiques du combat pour l'émancipation ?* », dimanche 12 septembre à 14 h 30, avec un plateau de femmes : Clémentine Autain (directrice de la rédaction de Regards, FASE), Leila Chaïbi (L'Appel et la pioche), Jacqueline Fraysse (députée des Hauts-de-Seine), Sylvie Larue (Communistes unitaires, FASE) et Claire Villiers (Alternative citoyenne, FASE). Consultez le programme des autres débats et du stand sur le site <http://lafederation.org>

Parution. *Altercommunistes* vient de paraître. Structuré en trois parties - « Ce que nous partageons avec d'autres », « Ce que

nous voulons » et « Ce qui est en débat » -, ce document présente la démarche et les « fondamentaux » des Communistes unitaires. Téléchargeable à l'adresse <http://www.comunistesunitaires/images/pdf/altercommunistes.pdf>, il peut aussi être demandé par mail à contact.comunistes.unitaire@gmail.com

Université d'été de la FASE (I). Environ 200 militants ont participé à la deuxième Université d'été de la Fédération pour une alternative sociale et écologique, à Aubagne, du 26 au 29 août. Autour d'un fil conducteur - « *Une révolution démocratique est nécessaire et possible* » -, séances plénières et ateliers se sont succédés à un rythme soutenu, avec la participation de nombreux

invités impliqués dans les mobilisations actuelles, militants de forces sociales et politiques... Ouvrant le rendez-vous estival, Etienne Adam avait souligné : « *Nous avons en commun de poser de façon récurrente la question de la crise politique qui frappe aussi à notre sens la gauche de transformation, ce qui nous conduit à souligner la nécessité d'une nouvelle forme d'organisation politique* ». Il en fut largement question durant quatre jours, en lien avec les mobilisations en cours, les grands enjeux d'émancipation et les pratiques citoyennes émergentes.

Université d'été de la FASE (II). Au cours d'une plénière avec des responsables du PG, du PCF, de Gauche unitaire, d'Europe Ecologie, du ●●●

●●● NPA et des Alternatifs, Clémentine Autain (FASE) a souligné la nécessité de produire des initiatives politiques qui permettent, dans l'action, de donner du crédit à cette perspective. Et elle a proposé au Front de gauche d'ouvrir le débat prévu lors de la Fête de l'Humanité en vue d'une mise au travail sur les contenus de l'alternative politique : quelle participation directe des citoyens ? comment impliquer de nouvelles forces ? La dernière plénière de l'Université d'été fut consacrée à la situation en Europe et, particulièrement aux cas de l'Allemagne, de l'Italie, de la Grèce et du Portugal, en présence de représentants de Die Linke, de Refondation communiste, de SYRIZA et du Bloc de gauche. *Cerises* reviendra sur ces questions dans un de ses prochains numéros.

Vaincre le sida. Du 18 au 23 juillet à Vienne, la 18^e Conférence internationale sur le sida a constitué un tournant à plusieurs titres, largement passé inaperçu en France : par la mobilisation des chercheurs, des spécialistes et des activistes du monde entier contre les risques de remise en cause des engagements des

Etats pour l'accès à la prévention et aux traitements ; par le lancement d'un appel inédit mettant en cause la criminalisation des usagers de drogues (<http://www.combatenligne.fr/article/?id=2821>) ; par les débats concernant l'utilisation des traitements comme moyens de prévention – piste longtemps réfutée par les chercheurs et dont des études ont démontré l'efficacité (sous conditions de bonne observance).

On a le temps... Dans *Communistes* du 1^{er} septembre, Patrice Bessac fait l'éloge de la « lenteur », nécessaire car il faut « penser lentement pour penser vraiment » : « oui, je crois que la lenteur devient une vertu révolutionnaire ». C'est sûr, la transformation du PCF peut attendre !

André Gérin et la « question nationale ». Propos tenus lors de la conférence de presse de rentrée du député : « (...) Aujourd'hui, nous avons affaire à des bandes, des gangs et pour moi, toutes les conditions existent pour nourrir les germes d'une guerre civile. (...) Cette question est donc une affaire nationale, qui dépasse de loin la question gauche/

droite. (...) au-delà de la question des Roms, il y a la question de l'immigration clandestine... Je pense que les partis politiques et la gauche en particulier ne peuvent pas seulement s'en sortir en faisant de l'anti-sarkozysme. Il faut s'attaquer à toutes les strates de la criminalité. Or, aujourd'hui nous voyons bien que les nouveaux centres de criminalité qui se sont développés depuis 15 ans, 20 ans ou 30 ans, leur dénominateur commun, c'est la cité. Et c'est là que le bât blesse, aussi bien à droite qu'à gauche, parce que la réponse doit être politique et républicaine, parce que nous vivons une situation d'une gravité exceptionnelle qui devrait nous permettre de dépasser les frontières sectaires telle que la vision des partis politiques du dernier siècle les a établies. Qu'est ce que ça veut dire 'éradiquer la criminalité' dans la cité si nous n'en faisons pas une question nationale. (...) Pour moi, ça ne vous étonnera pas, il n'y a pas de honte à avoir comme objectif de reconquérir une partie de l'électorat du Front national. Le FN est devenu le premier parti ouvrier de France. » On sait après quoi court André Gérin !

DELICIEUX



Editions Syllepse
Les cahiers de la critique communiste
125 p. - 7 euros
Marx et l'appropriation sociale

Dans ce petit livre - petit de taille -, Henri Maler, Jacques Texier et Antoine Arthous traitent du besoin et des moyens de maîtrise de la société sur son développement économique, dont ils soulignent qu'elle est une des conditions d'une démocratie véritable. Ils évoquent

le bilan de l'étatisation bureaucratique, la conception de Karl Marx – à la fois riche mais non sans limites - puis les conditions dans lesquels un processus d'appropriation sociale pourrait aujourd'hui contribuer à l'émancipation. Nous avons là une réflexion utile sur le pouvoir et sur la nécessaire transformation de l'Etat et du-des « pouvoirs public-s », dans le contexte où du sable s'est introduit à l'échelle de la planète dans la machine à tout privatiser.

● GILLES ALFONSI



Faites passer les Cerises !
Invitez vos collègues, vos amis
et toute la famille à recevoir
Cerises en écrivant aux griottes.
contact.cerises@gmail.com

Cerises est édité par les Communistes unitaires

contact.cerises@gmail.com

Noyau : Gilles Alfonsi

Queues de Cerises : Michèle Kiintz,
Roger Martelli, Philippe Stierlin,
Catherine Tricot, Arnaud Viviant.

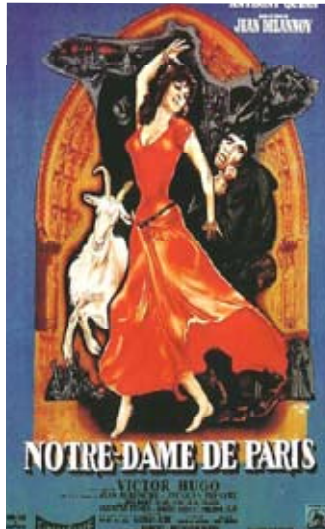
De Marc Lévy à Victor Hugo

Les coiffeurs et les dentistes recèlent de ces revues, mais de ces revues... Si vous allez chez votre coupe-tifs ou votre fraiseur de dents en cette rentrée, je vous conseille de lire le dernier *Paris-Match* (n° 3197 du 26 août au 1^{er} septembre 2010). Non pour la une de Jean Ferrat (sacré Jeannot qui fait la couverture de cet hebdomadaire deux fois en six mois, un record ! Déjà qu'en mars, il avait détrôné Simone Veil reçue à l'Académie française...), mais pour ce reportage complet sur Marc Lévy, auteur de romans à succès, dont le dernier, *Le Voleur d'Ombres*, vient de paraître chez Robert Laffont. De l'écrivain français le plus lu (20 millions d'exemplaires) et traduit (41 langues) on déduirait presque, à lire l'hebdomadaire, que Marc Lévy est le Victor Hugo du moment.

Bien entendu, j'entends d'ici les commentaires. Comment ? Tu oses comparer Marc Lévy et Victor Hugo ! Comment ? Tu fais de la pub à cet auteur de *best-sellers*, à l'écriture dite facile (c'est à voir), au lieu de promouvoir des romanciers méconnus qui le mériteraient. En réalité, je n'ai rien contre les livres qui se vendent. Je trouve cela plutôt rassurant. Dans un système économique bien fichu, les uns pourraient aider les autres. Un tel système devrait donner l'oxygène qui manque à la création. Car dans le secteur du livre, il y avait jusqu'ici trois types de littérature éditée : les *best-sellers* (dont quelques-uns appartiennent à la littérature), les livres rares que proposent souvent des petits éditeurs et, au milieu, tout le reste. C'est-à-dire les œuvres qui ont été et sont le cœur de la littérature. Nous sommes à l'époque où les grandes affaires ont mis leur groin dans le potager de l'imaginaire. La marchandisation du secteur culturel et de la distribution, le culte du livre rentable, du roman qui marche... attaquent directement « ces livres du milieu », qui ont un « temps d'exposition » de plus en plus court et partent de plus en plus vite au pilon. Et pour le secteur du livre comme pour la société... à la fragmentation libérale, nous devrions opposer des stratégies de mutualisation, y compris économiques, permettant de faire vivre les publications « déficitaires » grâce aux plus « rentables ».

Je comprends aussi qu'au-delà de leur succès, comparer Marc Lévy et Victor Hugo paraîtra incongru. On imagine mal Marc Lévy exilé à Jersey après un pamphlet contre le pouvoir (à l'image de ce *Napoléon le Petit* hugolien de 1852) ou écrivant *Les Misérables* (1862) sur l'île de Guernesey. Comme on imagine mal Victor Hugo posant pieds nus avec sa femme devant sa cabane dorée au Canada, « la tête dans les nuages, ayant besoin de sentir le sol sous ses pieds. » Deuxième différence : au 21^e siècle, le peuple dévore les

livres de Marc Lévy (*Et si c'était vrai ? Où es tu ? Le premier jour. La première nuit...*) tandis qu'au 19^e, il s'arrachait *Les Misérables*. Des ouvriers avaient même créé un pot commun, une tontine, pour acquérir et pouvoir lire l'ouvrage d'Hugo. Victor Hugo ! Né bourgeois et mort révolutionnaire. Hugo et ce dévoilement de la misère avec des mots-cris, des mots-cœur. Hugo dont les héros fissurés, fracturés, bousillés transpercent le lecteur. Hugo dont les personnages sont toujours là, même si la situation a changé. Hugo qui voulait une place pour les vies en friche. Hugo qui conduit au devoir et au désir d'autre chose.



« Je ne suis pas de ceux qui croient qu'on peut supprimer la souffrance en ce monde... mais je suis de ceux qui pensent et qui affirment qu'on peut détruire la misère. Remarquez-le bien, je ne dis pas diminuer, amoindrir, limiter, circonscrire, je dis détruire... » C'est en ces termes que Victor Hugo apostrophe les sénateurs. Eradiquer la misère, les bidonvilles, voilà une tâche politique. Autrement plus digne et plus noble que de se débarrasser de ceux qui sont dans la mouise.

Un des livres que je préfère d'Hugo est *Notre Dame de Paris* (1831). Un grand roman populaire, éblouissant plus de trente ans avant *Les Misérables* les lecteurs, et dans lequel le Moyen Âge se meurt tandis que naissent les Temps Modernes. Avec deux

héros : une bohémienne allumeuse et un carillonneur de cloches. Esméralda et Quasimodo. Une femme-fleur, « l'émeraude », vestale et sorcière, saltimbanque et étrangère. Un homme abandonné, pauvre, borgne, bossu et boiteux, appelant le peuple, non à la prière, mais à la révolte.

Chapeau ! Faire, sans angélisme, de parias sociaux des héros du peuple, c'est la puissance d'Hugo et de son roman. Voilà qui change. Qui renverse la nau-séabonde politique du pilori. Voilà qui réveillerait la littérature d'aujourd'hui. Et qui bousculerait le peuple.

Question d'Olivier O'Mahony, journaliste de *Paris-Match*, à Marc Lévy :

- Comment percevez-vous la France ces temps-ci ?

Réponse de Marc Lévy :

- (...) *La stigmatisation de la communauté rom et l'image que cela donne de la France dans le monde me consternent.*

Marc, je t'aime bien. Tu n'es pas responsable de cette situation. Mais si tu pouvais nous écrire, à ta façon à toi, un roman populaire de 500 pages intitulé « Les Rroms » ou « Les gitans », ce serait top.

● PHILIPPE STIERLIN

Faire, sans angélisme, de parias sociaux des héros du peuple, voilà qui change !

Nom : Prénom :

Adresse postale :

..... Code postal : Ville :

Téléphone : Adresse électronique :

Je souhaite contribuer au financement de l'Association des Communistes Unitaires :

Je choisis de mettre en place un prélèvement automatique sur mon compte au bénéfice de l'Association de financement des communistes unitaires (AFCU). Je joins le formulaire de prélèvement¹ ainsi qu'un relevé d'identité bancaire. Je pourrais sur simple lettre suspendre ce prélèvement.

Je procède auprès de l'établissement gestionnaire de mon compte à une demande de virement² automatique mensuel sur le compte de l'AFCU d'un montant de€.

Je joins à ce bulletin un don sous forme de chèque³ de € à l'ordre de l'AFCU.

L'Association de financement (AFCU) vous adressera, en période de déclaration de revenus, un reçu vous permettant de bénéficier d'une réduction fiscale à hauteur de 66 % du montant versé (jusqu'à 20 % du revenu imposable).

Je souhaite être inscrit-e sur la liste de diffusion d'informations des Communistes unitaires et de l'hebdomadaire *Cerises*.

Je suis déjà membre d'une association locale des Communistes Unitaires (merci de préciser le lieu et l'adresse) :

Je souhaite être contacté pour mettre en place un groupe local des Communistes unitaires.

Fait à le

Signature :

Conformément à l'article 34 de la Loi Informatique et Libertés du 06 janvier 1978, toute personne justifiant de son identité dispose d'un droit d'opposition, d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données nominatives communiquées la concernant. Ce droit peut être exercé en adressant à l'A.C.U. un message électronique à contact.communistes.unitaires@gmail.com, ou en adressant un courrier à : A.C.U.- 14, Square de Tanouarn 35 700 Rennes.

1 Télécharger le formulaire de prélèvement à joindre au bulletin sur le site.

2 Télécharger le RIB de l'AFCU sur le site Internet communistesunitaires.net, rubrique « Financement » et adresser le bulletin à : AFCU 194 C rue de Rosny - 93100 Montreuil.

3 à adresser à : AFCU 194 C rue de Rosny - 93100 Montreuil.

DEMANDE DE PRELEVEMENTN° NATIONAL
ÉMETTEUR

577199

La présente demande est valable jusqu'à annulation de ma part à notifier en temps voulu au créancier.

NOM, PRENOMS ET ADRESSES DU DEBITEUR		DESIGNATION DE L'ETABLISSEMENT TENEUR DU COMPTE A DEBITER	

COMPTE A DEBITER				NOM ET ADRESSE DU CREANCIER	
Codes RIB				AFCU 194 C, rue de Rosny 93100 Montreuil cpte C. Coop n° 4102 0016 748	
Etabl.	Guichet	N° du compte	Clé		

Date et signature :

Les informations contenues dans la présente demande ne seront utilisées que pour les seules nécessités de la gestion et pourront donner lieu à exercice du droit individuel d'accès auprès du créancier à l'adresse ci-dessus, dans les conditions prévues par la délibération n° 80 du 1/04/1980 de la Commission Informatique et Liberté.

AUTORISATION DE PRELEVEMENTN° NATIONAL
ÉMETTEUR

577199

J'autorise l'Etablissement teneur de mon compte à prélever sur ce dernier, si sa situation le permet, tous les prélèvements ordonnés par le créancier désigné ci-dessous.

En cas de litige sur un prélèvement, je pourrai en faire suspendre l'exécution par simple demande à l'Etablissement teneur du compte. Je réglerai le différend directement avec le créancier.

NOM, PRENOMS ET ADRESSES DU DEBITEUR		DESIGNATION DE L'ETABLISSEMENT TENEUR DU COMPTE A DEBITER	

COMPTE A DEBITER				NOM ET ADRESSE DU CREANCIER	
Codes RIB				AFCU 194 C, rue de Rosny 93100 Montreuil cpte C. Coop n° 4102 0016 748	
Etabl.	Guichet	N° du compte	Clé		

Prière de renvoyer les deux parties de cet imprimé au créancier, sans les séparer en y joignant obligatoirement un Relevé d'Identité Bancaire (R.I.B.)

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à effectuer les prélèvements présentés par l'Association des Communistes Unitaires d'un montant de€ par mois/trimestre/semestre¹ à compter du 15/.../201..

Fait à, le

signature

1. rayer la mention inutile